

DISCOURS SUR LE BUDGET

PAR

sur la protection

L'HON. SIR FRANCIS HINCKS,

page 23

MINISTRE DES FINANCES, CANADA,

F 6

PRONONCÉ A

LA CHAMBRE DES COMMUNES, OTTAWA

LE 7 AVRIL 1870.



OTTAWA:
IMPRIME PAR HUNTER ROSE ET LEMIEUX.

1870.

DISCOURS SUR LE BUDGET

PAR

L'HON. SIR FRANCIS HINCKS,

MINISTRE DES FINANCES, CANADA,

PRONONCÉ A

LA CHAMBRE DES COMMUNES, OTTAWA

LE 7 AVRIL 1870.



OTTAWA:
IMPRIME PAR HUNTER ROSE ET LEMIEUX.

1870.



DISCOURS SUR LE BUDGET.

CHAMBRE DES COMMUNES, OTTAWA,

JEUDI, 7 *Avril* 1870.

La Chambre se forme en comité des voies et moyens ; l'honorable Colonel Gray est appelé au fauteuil, et

SIR FRANCIS HINCKS, ministre des finances, s'exprime en ces termes :—

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,—Avant de remplir le devoir qui m'incombe de soumettre à ce comité un exposé de l'état financier de la Puissance, je crois nécessaire de signaler très-brièvement ce que je pourrais presque appeler l'irrégularité, mais en tous cas la singularité de la position où je me trouve aujourd'hui d'avoir à faire mon exposé financier devant le comité des voies et moyens. Je crois que l'usage constitutionnel en Angleterre prescrit strictement que le chancelier de l'échiquier doit faire son exposé financier après que la chambre a siégé pendant quelque temps en comité des subsides, et que la grande partie des subsides a été votée. L'honorable membre pour Châteauguay (l'honorable M. Holton) sait, nul doute, que tel est l'usage. Par malheur, monsieur le Président, la publication des comptes publics a été considérablement retardée cette année, comme tous les honorables membres le savent et comme on n'a pas manqué de me le rappeler fréquemment. Je ne veux point me plaindre des honorables membres de la gauche qui ont insisté à avoir les comptes publics et se sont plaints qu'ils ne fussent pas prêts. J'admets qu'ils auraient dû être prêts plus tôt et qu'on aurait dû les remettre aux honorables membres à l'ouverture de la session. Je regrette le retard qui a eu lieu ; toutefois, je ne puis me reprocher aucune négligence à cet égard, et ce n'est pas non plus la faute des employés du ministère dont j'ai le portefeuille, car les bureaux du service extérieur ont beaucoup contribué au retard et leurs comptes ne furent pas prêts à temps. C'est ce qui a empêché de dresser plus tôt le budget, et je n'ai pas cru devoir le soumettre avant qu'il fût complet. En Canada, contrairement à la pratique anglaise, nous suivons un usage qui, selon moi, devrait être modifié ; nous ne soumettons le budget que quand il est complet en ce qui regarde toutes les divisions du service, bien que l'on ait coutume,—et je ne crois pas qu'on abandonne cette habitude,—de soumettre un budget supplémentaire. (Écoutez !) Plusieurs raisons s'opposent à ce que l'on puisse soumettre le budget complet au début de la session. Il serait, je crois, plus commode, plus avantageux pour la prompte expédition des affaires de cette chambre, d'adopter la pratique anglaise, de ne pas at-

tendre que le budget soit complet, mais de le soumettre à mesure qu'il est prêt, afin que la chambre puisse se former en comité des subsides le plus tôt possible après l'ouverture de la session. Monsieur le Président, j'ai cru nécessaire de donner cette explication. Depuis quelque temps, les honorables membres de la gauche demandent quand l'exposé financier sera fait, et je leur sais beaucoup gré de m'avoir permis de faire plusieurs motions *pro formâ* qui m'ont mis à même d'expliquer plus tôt que je ne l'aurais pu autrement la position financière du pays. J'ai cru devoir faire ces quelques observations pour expliquer la cause du retard de cet exposé et la raison pour laquelle je vais le faire devant le comité des voies et moyens, alors qu'aucun crédit, ou du moins aucun crédit important, n'a encore été voté en comité des subsides.

Me reportant au passé, je constate, monsieur le Président, qu'il a été d'usage que le ministre des finances fît, en pareille occasion, une revue générale de l'état du pays. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans de longs développements à cet égard devant le comité. Selon moi, personne ne saurait mettre en doute que le pays est en état de prospérité et parfaitement à même de faire face à ses obligations; je n'aurais peut-être fait aucune allusion à ce sujet si, en maintes circonstances, durant la présente session, des honorables membres n'avaient fait des observations qui m'ont paru très-regrettables et qui sembleraient indiquer qu'on doute que la Puissance soit en état de faire honneur à ses engagements, ces messieurs ayant eu l'air de dire qu'il y avait un déficit permanent et que la condition financière du pays était très critique.

Monsieur le Président, je crois, au contraire, que le pays est en état de prospérité, qu'il est à même de faire face à ses obligations et qu'on ne peut pas se plaindre de l'excès des taxes. A propos de cette question des déficits, je rappellerai quelques observations que mon honorable prédécesseur fit dans son exposé financier de la dernière session : —

“ Nous savons tous quels désastreux effets ont eu les déficits qui se produisirent dans les finances de la ci-devant province du Canada, quelques années avant la confédération. En y faisant allusion, je suis loin de vouloir jeter du blâme sur ceux qui occupaient à cette époque la position que je remplis maintenant, ou par contraste de vouloir faire l'éloge de l'administration actuelle au détriment de celles qui l'ont précédée. Je sais toutes les difficultés qu'ont rencontrées mes prédécesseurs au ministère des finances. Ni mon honorable ami de la gauche (l'honorable M. Holton), ni mon honorable ami le membre pour Sherbrooke (l'honorable M. Galt), n'étaient suffisamment appuyés par la chambre ou le pays, pour faire passer les lois fiscales nécessaires en pareilles circonstances. Les partis étaient si également divisés qu'il eût été bien difficile de faire adopter les mesures nécessaires pour équilibrer le revenu et les dépenses.”

Je ne prétends pas,—et du reste il ne m'appartient pas de faire pareille assertion, vu qu'à l'époque je n'étais pas dans le pays,—je ne prétends pas dire si ces assertions sont exactes et si elles indiquent la

vraie cause des déficits—mais telle est la déclaration faite par mon prédécesseur. Je ne prendrai pas la peine de rappeler au comité des faits qui ont eu lieu avant la confédération des provinces, car je suis porté à croire que c'est alors qu'ont eu lieu les déficits signalés plusieurs fois durant la présente session. Mais en ce qui concerne les ressources du pays, sa *solvabilité*, si je puis m'exprimer ainsi, et relativement aux taxes, je dirai quelques mots et j'établirai une comparaison entre le Canada et d'autres pays que nous connaissons. Pour commencer par la Grande-Bretagne, je trouve, monsieur le Président, que la dette de ce pays est d'environ \$135 par chaque habitant. Aux Etats-Unis, la dette publique s'élève à environ \$60 par tête. Je serai observer ici que, bien que la proportion de la dette soit moindre pour les Etats-Unis que pour la Grande-Bretagne, il serait injuste d'évaluer à la même proportion les charges ainsi imposées aux populations des deux pays, car tout le monde sait que la dette de l'Angleterre ne porte qu'un faible intérêt, tandis que celle des Etats-Unis porte un intérêt considérable. Or, monsieur le Président, la dette du Canada, en comparaison de celles des deux pays que je viens de mentionner, n'est que de \$22.50 pour chaque habitant. (Ecoutez !) Maintenant, les taxes sont en Angleterre d'environ \$10 par tête ; aux Etats-Unis d'environ \$9.25, et au Canada d'environ \$3.50. En présence de ces chiffres, nous ne devons pas redouter le léger accroissement de taxes qu'il pourra devenir nécessaire d'imposer pour prévenir les déficits à l'avenir. (Ecoutez !) Je constate aussi qu'aux Etats-Unis le revenu des douanes représente environ \$4.50 par tête, et en Canada environ \$2.

Je prendrai la liberté de signaler un fait remarquable. Bien que nos droits de douane semblent considérables, comparativement à ceux des Etats-Unis, les honorables membres verront tout à l'heure, lorsque j'établirai une comparaison entre les revenus intérieurs des deux pays, que le revenu des douanes canadiennes se rapproche plus—bien qu'il lui soit beaucoup inférieur—du revenu des douanes américaines que le revenu intérieur du Canada ne se rapproche de celui des Etats-Unis. La raison de ce fait est évidente. Les Etats-Unis ont des droits protecteurs si élevés, sur toutes les importations, que le commerce d'importation est excessivement réduit, et le revenu des douanes par tête ne produit pas autant qu'en Canada, où les droits sur tous les principaux articles sont beaucoup moindres. Le revenu intérieur, aux Etats-Unis, est d'environ \$4 par tête, tandis qu'en Canada le revenu de l'exciise n'est que d'environ 67 centins par tête.

Monsieur le Président, avant de faire l'exposé des opérations de l'année fiscale terminée depuis quelques mois, j'ai cru pouvoir me permettre ces observations générales sur l'état, la position financière et la solvabilité du pays, ainsi que sur les taxes imposées au peuple comparativement aux pays que j'ai mentionnés. Je pourrais ajouter, en parlant d'autres pays, que j'ai récemment habité une colonie où la population, dans son ensemble, n'a pas la richesse, l'intelligence ni les aptitudes industrielles de

la population canadienne; et pourtant la population de cette colonie,—je veux parler de la Guiane Anglaise, colonie qui est très prospère,—paie beaucoup plus que le double des taxes payées par tête en Canada, et cela de bon gré et sans faire aucune difficulté. (Écoutez ! écoutez !)

J'exposerai maintenant le résultat des opérations de la dernière année fiscale, c'est-à-dire 1868-69. Mais j'appellerai d'abord l'attention du comité sur l'année précédente expirée au 30 juin 1868, année dont Sir John Rose parle dans son exposé de la dernière session; en ce faisant, j'ai uniquement pour but d'établir une comparaison entre les résultats de cette année-là et ceux de l'année suivante. Le revenu de 1868 était de \$13,835,460, mais en évaluant le revenu de l'année suivante, Sir John Rose le portait à \$15,114,000, revenu auquel, d'après ses calculs, les douanes apporteraient \$9,100,000 et l'excise \$5,114,000.

Durant la dernière session, alors que plusieurs mois de l'année fiscale étaient écoulés, et qu'il entreprit de préparer son budget, il constata que l'évaluation du revenu avait été trop forte et qu'il y aurait probablement un déficit considérable; mais il déclara à la chambre que du jour où il avait pu prévenir ce déficit, le gouvernement avait fait tous ses efforts pour réduire les dépenses dans toutes les divisions du service public, afin d'équilibrer le revenu et les dépenses. Lorsqu'il fit sa seconde évaluation du revenu pour 1869, au lieu de la porter, comme il l'avait fait d'abord, à \$15,114,000, il la réduisit à \$13,744,656. On observera que, dans cette évaluation, entraient des items dont j'aurai probablement à parler tout à l'heure, items qui, je n'en doute pas, n'avaient point été prévus dans le premier budget; toutefois, si l'on ne devait pas regarder comme revenu les \$500,000 reçues du chemin de fer Grand Occidental, il y aurait une notable différence dans le résultat.

L'HON. M. HOLTON—(Écoutez ! écoutez !)

SIR FRANCIS HINCKS — Mon honorable ami dit : “ Écoutez ! écoutez ! ” et nul doute qu'en temps et lieu il nous prouvera que cet item ne peut être compris dans le revenu de l'année. Mais je ne saurais mieux faire que de régler immédiatement cette question. J'ai voulu chercher un précédent, et j'en ai trouvé un dans une question tout à fait semblable. L'autorité que j'invoque ne saurait manquer d'être bien accueillie par les honorables membres de la gauche comme elle le sera par ceux de la droite, car il ne s'agit de rien moins que du premier ministre actuel en Angleterre. En 1860, il se trouva embarrassé en dressant le budget, et constata qu'il y aurait un déficit; mais il eut la satisfaction de pouvoir annoncer à la chambre que la délivrance lui arrivait d'une région imprévue, car les Espagnols venaient de payer une dette de £500,000. Je crois que l'heureuse circonstance dont M. Gladstone se félicitait s'est reproduite pour mon prédécesseur, qui venait de constater un déficit dans le revenu et apprit qu'il allait recevoir la somme en question du chemin de fer Grand Occidental. On pourrait citer plusieurs autres cas où des deniers sur lesquels on ne pouvait pas compter comme faisant partie du revenu ordinaire de l'année ont été payés et employés comme voies et moyens disponibles.

L'HON. M. HOLTON—Fort bien, mais ce ne sont toujours pas des revenus.

SIR FRANCIS HINCKS—Dans le revenu qu'indique le budget révisé de Sir John Rose est inclus, comme de raison, le montant payé par la compagnie du Grand Occidental. Le total était de \$13,744,656, les recettes réelles furent de \$14,485,139, dont je déduis un montant de \$551,082 provenant des transactions relatives à l'emprunt du chemin de fer Intercolonial, ce qui laisse un surplus de \$189,401.57.

M. MACKENZIE—Vous portez donc aussi à *l'avoir* le montant payé par la compagnie du Grand-Occidental ?

L'HON. M. HOLTON—L'honorable monsieur ne parle pas du surplus réel, mais de l'excédant sur le budget révisé de Sir John Rose.

SIR FRANCIS HINCKS—Je ne veux rien cacher, mais il serait peut-être bon que les honorables membres de la gauche me laissent finir mon exposé. Tenant compte de l'item du Grand-Occidental que Sir John Rose regardait comme faisant partie de ses voies et moyens, je trouve un surplus brut de \$396,333, savoir : sur les douanes, \$268,517, divers, \$128,416, dont il faut déduire le déficit sur le revenu de l'excise, ce qui, d'après les calculs de M. Rose, laisse un surplus net de \$210,258. Il semble qu'il ait été omis quelques chiffres dans le compte-rendu de son discours, parce que le surplus exact était de \$189,401. Examinons maintenant les dépenses de la même année : j'ai montré que le revenu avait dépassé les calculs de mon prédécesseur, mais je suis fâché d'avoir à dire que ses dépenses n'ont pas été aussi basses qu'il l'avait prévu. Toutefois, il faut se rappeler—et je ne saurais trop insister sur ce détail—qu'il s'agit en ce moment de son budget révisé des dépenses et non du budget qui avait été voté par les chambres à la session antérieure. En préparant son budget révisé, il avait passé en revue tous les départements du service public, et avait fait tout en son pouvoir pour réduire les dépenses au chiffre le plus bas possible. Je crois qu'il est toujours difficile pour un ministre des finances de réaliser une économie aussi considérable que celle qu'entreprit mon prédécesseur. Dans le premier budget les dépenses étaient fixées à \$14,032,756, et dans le budget révisé à \$13,470,624, ce qui représente une économie de \$562,131. La dépense réelle a été de \$14,144,029, mais de ce montant les honorables membres me permettront de déduire l'item imputé à l'emprunt du chemin de fer Intercolonial, soit \$170,641, et, cette déduction faite, nous avons \$13,973,408 pour les dépenses réelles, c'est-à-dire un excédant de \$502,783 sur le budget révisé.

Ainsi donc, le résultat final est :—

Revenu réel.....	\$13,934,057 57
Dépenses.....	13,973,408 00
Déficit	39,350 43
Mais, dans la transaction de l'emprunt Intercolonial, nous avons fait un bénéfice de.....	551,082 00
Moins—les frais d'administration.....	170,641 00
Surplus.....	\$ 380,441 00
En déduisant le déficit, on obtient ainsi pour résultat final un surplus de.....	341,090 57

Je veux signaler un autre fait, c'est que dans les états des opérations de cette année-là,—et d'après ce que j'ai entendu dire ailleurs je prévois des objections sur ce point,—il semble y avoir dans le compte des travaux publics des items qui n'ont pas été portés au compte des dépenses ordinaires de l'année.

L'HON. M. HOLTON et M. McKENZIE—Ecoutez ! écoutez !

SIR FRANCIS HINKS—Il a toujours été très-difficile de faire une classification des travaux publics en travaux imputables au revenu ordinaire et travaux imputables au compte du capital. Plusieurs services prêtent à double interprétation sous ce rapport, et, selon moi, il serait excessivement à désirer qu'il fût clairement expliqué, lorsqu'on vote le budget, quels services sont imputables au revenu ordinaire de l'année, et ceux imputables au compte de construction, et ceux auxquels il faut pourvoir en recourant à d'autres sources. Il est certains services au sujet desquels il ne saurait y avoir différence d'opinion. Par exemple, personne ne s'imaginera un seul instant que le pays peut faire des travaux comme le chemin de fer Intercolonial et le canal Welland, avec le revenu ordinaire de l'année. D'autre part, personne ne prétendra porter au compte de construction, ou à tout autre que celui du revenu ordinaire, plusieurs services qui sont compris sous le titre général de travaux publics. Mais il y a bon nombre de services dont la classification est assez difficile.

L'HON. M. HOLTON—Les salaires, par exemple.

SIR FRANCIS HINKS—Les salaires dont parle mon honorable ami, sont, je crois, ceux que l'on paie à l'égard de construction de travaux directement imputables au compte du capital.

M. MACKENZIE—Non.

L'HON. M. HOLTON—Le canal Welland ?

SIR FRANCIS HINKS—Oui, le canal Welland. Je m'en rapporte au ministre des travaux publics, mais je crois que les travaux nécessaires pour abaisser le canal Welland au niveau du lac Erié devraient être portés au compte du capital.

Je tiens à la main le budget de cette année. Je ne ferai que le parcourir rapidement. En le préparant, on a essayé de séparer les deux classes de travaux dont j'ai parlé, c'est-à-dire en travaux qui, dans l'opinion du gouvernement, doivent être portés au compte de construction, et en travaux qui doivent être payés sur le revenu ordinaire. Le gouvernement croit devoir limiter autant que possible les dépenses pour travaux publics non imputables au revenu ordinaire, et il est prêt à seconder la chambre dans ses efforts pour porter au compte du revenu ordinaire tous les travaux qui peuvent raisonnablement être classifiés sous ce chef. Toutefois, je ne suis pas prêt à aller aussi loin dans ce sens que mon honorable prédécesseur. Il avait soigneusement étudié la question et l'avait bien traitée. Il dit :—

“ Nous avons cherché à scruter chaque item de dépense qui pouvait subir une réduction ; et, ce soir, j'en appellerai à la magnanimité, à l'indulgence et au patriotisme des amis qui m'entourent, pour les engager à ne pas demander que l'on fasse des dépenses sur des travaux ou des services particuliers qui, quelque avantageux ou utiles qu'ils puissent être en eux-mêmes, peuvent être ajournés sans inconvénient. Ces travaux ne peuvent être poursuivis cette année à moins que l'on ait recours à de nouveaux impôts, ou que nous empruntions de l'argent pour les faire. Au sujet des travaux comme le renouvellement ou l'extension de quais, havres, jetées, phares, etc., je pense que nous ne devrions pas emprunter d'argent pour les exécuter.

“ Quant à l'établissement du territoire du Nord-Ouest, il ne se trouve pas dans la même catégorie : le coût de ce territoire peut parfaitement être porté au compte de la postérité ; l'argent qu'il faudra pour le payer devrait être emprunté, ainsi qu'une autre somme destinée à ouvrir une communication avec ce territoire, car une fois que nous l'aurons en notre possession, nous devons prendre des mesures efficaces et énergiques pour y avoir accès. Il ne faut pas être parcimonieux dans cette affaire. L'établissement de ce territoire doit reposer sur des bases larges et solides. Lorsque nous nous serons entendus sur les meilleurs moyens de communiquer avec ce territoire, notre devoir sera de faire les travaux avec le moins de délai possible.

“ Les frais de ces grands travaux peuvent, je crois, justement retomber sur la postérité ; mais les travaux ordinaires, comme les douanes, les bureaux de poste, et les autres que j'ai mentionnés, ne tombent pas dans la même catégorie. Si la maison d'un individu est trop étroite pour sa position actuelle, ou s'il veut faire quelque modification dans l'intérieur, cette dépense doit être faite à même ses revenus ordinaires, ou il ne doit pas l'entreprendre avant que ses moyens ne le lui permettent ; et il en est de même à l'égard de ces travaux locaux.”

Je n'irai pas aussi loin, car lorsque je constate que des travaux publics importants sont absolument nécessaires, je ne crois pas qu'on doive en remettre indéfiniment l'exécution uniquement parce que le revenu ordinaire n'est pas suffisant pour en payer les frais, quand même les

travaux seraient requis à une époque où il serait nécessaire d'accroître nos revenus pour faire face aux exigences du service public, encore bien moins si l'on pouvait trouver les voies et moyens de faire face à ces dépenses sans imposer un trop lourd fardeau au pays. Par exemple, à propos du territoire du Nord-Ouest, voudrait-on prétendre que les dépenses nécessaires pour l'ouverture de ce vaste territoire doivent être portées au compte du revenu ordinaire ? On peut dire la même chose de certains autres travaux d'une nature permanente que Sir John Rose passe en revue dans la citation que je viens de faire.

L'HON. M. HOLTON—Mon honorable ami a déjà bien voulu me permettre de l'interrompre : s'il trouve que mes interruptions le gênent, je m'en abstiendrai sur un mot de sa part. Avant de terminer sa revue du mouvement financier de 1868, il me semble qu'il devrait indiquer le surplus ou le déficit réel de cette année-là et non pas seulement les différences entre le budget de Sir John Rose et les résultats. Ces différences peuvent être intéressantes, mais pas autant qu'un exposé du mouvement financier de l'année expirée au 30 juin dernier, indiquant s'il y a eu déficit ou surplus, et le montant de ce déficit ou de ce surplus.

SIR FRANCIS HINCKS—Cela dépend de la manière d'envisager le compte.

L'HON. M. HOLTON—Faites-le de la manière dont vous l'envisagez.

SIR FRANCIS HINCKS—D'après mes calculs, il y a un surplus de \$341,090, y compris—que le comité ne perde pas cela de vue—la dette du chemin de fer Grand Occidental et les profits de l'emprunt du chemin de fer Intercolonial. On a réalisé une prime considérable sur cet emprunt. Quant à cet item, je puis dire que ça toujours été l'usage d'inclure, dans le revenu ordinaire, les items de cette nature. On n'a rien changé à la manière de tenir ce compte. Mais il est arrivé dans le cas actuel que cette opération étant fort considérable, les profits qui en sont résultés ont été également considérables, et, comme dans tous les cas analogues, ils ont été portés au crédit du gouvernement sous le chef du revenu ordinaire. Il y a toujours eu un compte des primes et escomptes à l'avoir duquel sont portés tous les bénéfices provenant d'opérations de ce genre, et au débit tous les frais. Il ne serait pas juste de porter au compte "d'administration" toutes les dépenses relatives à l'emprunt, et en même temps de ne pas porter à l'avoir le bénéfice provenant de la transaction, qui est vraiment un profit, moins les dépenses encourues dans l'opération. Le total des primes sur l'emprunt a été de..... \$551,082
Moins les frais..... 170,641

Donnant, sur l'opération, un profit net de.....	\$380,441
En portant ce montant dans le revenu ordinaire, on a, pour l'an dernier, un surplus de.....	341,090
Mais sans tenir compte de ce montant, car je veux que les honorables membres comprennent bien l'état réel des choses, il y a un déficit de.....	39,350

L'HON. M. HOLTON—Sans parler du bureau des travaux publics ?
 SIR FRANCIS HINCKS—Oui.

M. MACKENZIE—Y compris les salaires du percepteur des péages sur le canal Welland et d'autres employés de ce genre ?

SIR FRANCIS HINCKS—Y compris tout ce qui se trouve sous ce chef.

M. MACKENZIE—Ce qui représente un montant de \$555,000.

SIR FRANCIS HINCKS—Mon honorable ami ne doit pas oublier que, sous ce chef, il trouvera plusieurs items que personne ne niera être imputables au compte de construction. Parmi ces items, mon honorable ami en trouvera un relatif à des dépenses pour le chemin de fer Intercolonial.

M. MACKENZIE—Oui, comme de raison ; et au chemin du Fort William aussi.

SIR FRANCIS HINCKS—Personne ne prétendra que ces dépenses doivent être imputées au revenu ordinaire. Je n'oserais affirmer qu'en analysant bien certains items des travaux publics, on n'en trouverait pas plusieurs qui pourraient être portés au compte des dépenses ordinaires. Je suis fortement d'avis qu'on devrait porter autant de ces items que possible au compte des dépenses ordinaires. Je suis prêt, ainsi que mes collègues, à agir énergiquement dans ce sens. Mais s'il est vrai que plusieurs items des travaux publics peuvent être portés au compte des dépenses ordinaires, je prétends que la grande masse de ces items ne devrait pas l'être.

Je ne vois donc aucune raison d'être mécontent de l'état des affaires de l'année 1868-69—année où le revenu a été faible, du moins relativement à celui sur lequel comptait le ministre des finances lorsqu'il soumit son budget. En somme, il n'y a pas lieu de se plaindre de l'état financier de cette année-là, car le faible déficit qui a eu lieu a été comblé par les profits réalisés sur l'emprunt du chemin de fer Intercolonial.

A six heures P. M. la séance est levée.

A la reprise de la séance—

SIR FRANCIS HINCKS continue son discours comme suit :—

A six heures, M. le Président, j'en étais arrivé dans mes remarques aux questions qui se rattachent aux revenus et dépenses de l'année courante. Les membres de la chambre ont entre les mains un état des recettes et dépenses jusqu'au 28 février, et j'y attirerai leur attention.

Je suis heureux, monsieur, de voir qu'il y a tout lieu d'espérer que le revenu des douanes s'élèvera au chiffre auquel mon honorable prédécesseur l'avait estimé. L'estimation en était portée à \$8,600,000. Le 28 février, il avait été reçu \$100,000 de moins que la moyenne. En la prenant pour chaque mois, cette moyenne est de 8 $\frac{3}{4}$ pour cent par mois, et il avait été reçu à cette époque 66 $\frac{1}{2}$ pour cent du revenu. Or, il restait encore quatre mois de l'année à courir. Depuis que cet état a été

soumis à la chambre, j'ai pu me procurer les états du revenu pour mars, et ils ont atteint 10 pour cent, ce qui est un peu plus que la moyenne. Mais il faut remarquer que nous avons passé les deux ou trois mois de l'année les moins favorables au revenu, et que les mois à venir produiront généralement au-dessus de la moyenne. Je pense donc que nous pouvons raisonnablement espérer que le revenu des douanes sera égal à l'estimation qui en a été faite.

Ensuite, à l'égard du revenu de l'excise, mon ami le ministre du revenu de l'intérieur m'assure que nous pouvons compter sur un surplus de \$115,000. D'après les rapports, autant que nous pouvons en juger, il y aura une augmentation de revenu sur le tabac de.....\$115,000
Et une augmentation de revenu sur l'huile de pétrole, de..... 85,000

(Ce qui forme un surcroît très considérable sur l'estimation, qui n'était que de \$120,000). Ces chiffres donnent un total de..... 200,000
Mais on s'attend à une diminution de revenu sur le malt de... 85,000

Le revenu sur les spiritueux sera à peu près égal à l'estimation, en sorte que nous attendons une augmentation sur les revenus de l'intérieur de \$115,000
D'un autre côté, il est probable que les revenus divers n'atteindront pas l'estimation ; mais je suis bien convaincu qu'au total les recettes de l'année courante atteindront amplement le chiffre de l'estimation.

L'HON. M. HOLTON—Quel était l'estimation totale du revenu ?

SIR FRANCIS HINCKS—Elle était de \$14,650,000.

Maintenant, monsieur, on se rappellera que mon honorable ami et prédécesseur prévoyait un surplus de revenu pour l'année. Il dit dans son exposé financier : “ Cela nous laisse une balance légère il est vrai, mais certaine, de \$308,786 en notre faveur.” Nous aurons peut-être à soumettre un budget supplémentaire de dépenses, mais pas très considérable, et je suis convaincu que sur les transactions de l'année courante, nous pouvons être certains que la dépense ne dépassera pas l'estimation, pourvu toujours—et je désire que cela soit bien compris—qu'il n'y ait pas à voter de crédits extraordinaires que personne ne peut prévoir et que, sous les circonstances actuelles, nous pourrions être obligés de demander. Mais je parlerai de cela plus tard. Pour le moment, nous n'avons à nous occuper que des circonstances ordinaires.

L'HON. M. HOLTON—Alors, il y a un déficit possible ?

SIR FRANCIS HINCKS—Non ! non ! J'ai tout lieu de croire que le revenu sera égal à nos prévisions. J'ai dit cela très distinctement. Il y a un léger excédant de \$5,000 dans les dépenses pour subventions, mais c'est le seul excédant pour le moment ; et je pense que, en écartant toute dépense extraordinaire qui ne pourrait être prévue à cette époque, il n'y a aucune raison de douter que nous aurons le surplus de recettes auquel s'attendait mon prédécesseur.

L'HON. M. HOLTON—Si je ne me trompe, j'ai compris que l'hon. ministre disait que le revenu serait égal à la dépense, ce qui était admettre qu'il n'y aurait pas de surplus. Je comprends maintenant que le surplus prévu par M. Rose sera réalisé.

SIR FRANCIS HINCKS—Oui. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de prolonger mes observations au sujet des transactions de l'année courante.

J'aborde maintenant la présente année, dont le budget est déjà soumis à la chambre. Le budget des dépenses s'élève à \$23,915,917. Sur cette somme, il y a \$8,486,700 pour travaux et édifices publics imputables sur le compte du capital. Comme de raison, il n'ont pas encore été soumis à la considération de la chambre. Il s'y trouve naturellement une variété de travaux d'une nature publique, et tout ce que je puis dire, c'est qu'il y a un nombre considérable de ces derniers au sujet desquels le gouvernement doit déclarer de suite qu'il devra avoir d'autres moyens d'y pourvoir que les revenus ordinaires de l'année. Donc, en déduisant pour le moment, comme le propose le gouvernement, le montant destiné aux travaux publics, \$8,486,700, et déduisant aussi certaines subventions payées aux chemins de fer, imputables aux provinces, ainsi que la somme de \$322,000 destinée au rachat de la dette pour cette année, et qui ne doit nécessairement pas être portée contre le revenu ordinaire, nous arrivons à une estimation très rapprochée des dépenses réelles, \$15,000,000.

Je jetterai un coup-d'œil sur quelques-uns des articles de dépense dont l'estimation est plus élevée que celle de l'année précédente. L'un d'entre eux est celui du recensement, qui s'élève, en chiffres ronds, à environ..... \$150,000

Il y a une augmentation pour l'immigration, de..... 36,000

L'item des travaux publics imputables au revenu ordinaire est de..... 42,000
de plus que l'année dernière.

Il y a une augmentation pour la milice, de..... 182,000
mais on se rappellera que l'on a fortement insisté auprès de mon hon. ami le ministre de la milice, ainsi que l'admit M. Rose, pour lui faire réduire le budget des dépenses, sous les circonstances exceptionnelles de l'année dernière, au chiffre le plus bas possible.

Sous le titre des "Pêcheries," il y a..... 60,000
dont une partie est causée par la nécessité de protéger nos pêcheries.

Ensuite il y a une augmentation dans les "Subventions," sur le budget précédent, de..... 75,000

L'augmentation pour les phares est de..... 118,000

Pour les pénitenciers, de..... 10,000

Pour les hôpitaux de la marine, de..... 5,000

Pour l'administration de la justice, de..... 9,000

Tous ces articles, en chiffres ronds, s'élèvent à environ..... 700,000

Ce qui porte l'estimation totale à environ.....\$15,000,000

Il faudra probablement, cependant,—de fait, il n'y a aucun doute quelconque à ce sujet,—une nouvelle somme, comme estimation supplémentaire, d'au moins \$150,000, à part le vote de crédit spécial que, dans l'état de choses actuel, il est probable que nous aurons à demander.

L'HON. M. HOLTON—L'hon. monsieur était sur le point de nous donner le montant total.

SIR FRANCIS HINCKS—J'ai dit : environ \$700,000. Eh bien ! monsieur, sous ces circonstances, je vais d'abord—avant de dire quelles mesures le gouvernement se propose d'adopter pour pourvoir aux services de l'année—m'occuper de la question des services ordinaires. Je pense que nous pouvons en toute sûreté porter l'estimation du revenu des douanes au chiffre qu'il a atteint l'année dernière. Il peut y avoir quelque doute que nous puissions le porter sûrement à ce chiffre, mais je pense que nous pouvons le porter à \$8,600,000.

Je porte les revenus de l'excise sur—

Les spiritueux à.....	\$2,375,000
Le malt à.....	200,000
Le tabac à.....	630,000
L'huile de pétrole à.....	170,000

Relativement à ce dernier article, je suis fâché de dire que le gouvernement ne peut se rendre aux pressantes demandes faites par beaucoup de personnes intéressées, d'abolir la taxe sur le pétrole, qui a été très productive. Je ne pense pas qu'il serait prudent de le faire dans l'état actuel des affaires. Il y a ensuite—

Les timbres, à.....	135,000
et d'autres sources de revenus secondaires, comme le produit des licences d'auberge, etc., qui sont portées à	50,000

formant un total de..... 3,560,000

Il y a en outre plusieurs sources de revenus divers, comme ceux des postes et des travaux publics, que j'évalue à..... 2,500,000

ce qui donne un grand total de..... 14,660,000

Eh bien ! monsieur, le gouvernement est d'opinion qu'il est absolument nécessaire maintenant de prélever de nouveaux revenus, et ce devrait certainement être une consolation pour celui qui se trouve dans l'obligation d'accroître les fardeaux qui pèsent sur le peuple, de voir que l'on a très généralement exprimé l'opinion, par tout le pays, que les impôts devaient être augmentés. (Écoutez ! écoutez ! et rires.) Je dois dire qu'il n'arrive pas souvent qu'un ministre des finances se trouve dans la position d'être assiégé de tous côtés par des demandes d'accroître les taxes. (Écoutez ! écoutez !) J'ai dû, monsieur, étudier toute la question et indiquer le meilleur moyen de prélever le revenu que nous croyons absolument nécessaire d'obtenir, de la manière la moins onéreuse pour le peuple. (Écoutez ! écoutez !)

Je crois, monsieur, que l'on peut justement supposer que celui qui se trouve dans la nécessité de demander l'autorisation de prélever un plus grand revenu devra naturellement chercher, en premier lieu, à taxer les articles qui sont admis en franchise dans le pays. (Ecoutez !) C'est là la première catégorie d'articles de laquelle il doit s'efforcer d'obtenir un revenu.

Je pense que le moyen le plus convenable, peut-être, d'annoncer les vues du gouvernement à l'égard de ces droits, serait de prendre dans leur ordre les articles qui figurent sur la liste des exemptions, et sur lesquels nous proposons de demander à la chambre de consentir à imposer des droits, et ensuite de dire le montant des droits dont nous nous proposons de les frapper.

Eh bien ! monsieur, je nommerai en premier lieu les farines. Nous nous proposons d'imposer un droit de 25 centins par baril sur la fleur de blé. (Ecoutez ! écoutez !) Nous nous proposons d'imposer un droit de 15 centins sur la farine de maïs et sur la farine d'avoine, et de 4 centins par minot sur le blé,—et sur tous les autres grains, comme l'orge, le seigle, l'avoine et le maïs, 3 centins par minot. Ces droits ne sont certainement pas excessifs, et je crois que bien que nous ne retirerons pas un revenu considérable de quelques-uns d'entre eux, il n'y a cependant aucun doute qu'il y aura augmentation de revenu.

Je parlerai tantôt de mes espérances à l'égard du revenu provenant de ces changements. Ensuite, monsieur, sur le charbon et le coke.....

L'HON. M. HOLTON—L'hon. monsieur voudra bien nous dire, peut-être, ce qu'il calcule obtenir sur ces articles ?

SIR GEO. E. CARTIER—Tantôt. Cela viendra tout à l'heure, et il le dira alors.

SIR FRANCIS HINCKS—Ensuite, à l'égard du charbon et du coke—nous nous proposons d'imposer un droit sur le charbon de terre de 50 centins par tonneaux (Ecoutez !)—et de 5 centins par minot sur le sel. (Ecoutez !—et applaudissements.)

Maintenant, à l'égard du sel, je désirerais faire quelques observations. Nous nous proposons d'insérer une clause dans les résolutions,—relative-ment au sel,—que je vais lire. C'est que “ le sel du Royaume-Uni et des possessions britanniques sera libre de droits.”

L'HON. M. HOLTON—Des droits différentiels ? (Ecoutez ! écoutez !)

SIR FRANCIS HINCKS—Oui, monsieur. J'ai trop bien étudié la question pour craindre l'honorable député qui m'interrompt. (Applaudissements.) La question du sel, je crois, est une question toute particulière, et je ne reculerai pas le moins du monde devant la discussion. (Ecoutez !) Ce n'est pas un cas ordinaire de protection pour une manufacture du pays. Cet article en est certainement un que tout le monde désire voir admettre au plus bas prix possible pour le consommateur. (Ecoutez !) Il n'y a aucun doute de cela, surtout parce que c'est un article en grande demande dans nos pêcheries. Ce n'est pas un article qu'il est désirable de taxer ; mais, monsieur, nous savons parfaitement

que nous avons un approvisionnement inépuisable de sel dans le pays ; qu'il y a une grande concurrence dans ce pays au sujet de cet article , et qu'il n'y a aucun danger quelconque de créer quoi que ce soit qui ressemble à un monopole. Et d'un autre côté, nous savons, monsieur, ce fait—et je suis sûr que tous ceux qui se sont le moins occupés de ce sujet le savent aussi—qu'il y a un monopole gigantesque de l'autre côté de la frontière, (Écoutez ! écoutez !)—et que la question est simplement de savoir si cette production naissante du sel en ce pays doit être anéantie par des gens qui—sans égard au prix que cela coûtera—voudraient écraser cette industrie d'une manière ou d'une autre. (Applaudissements.) Je sais et j'ai raison de croire que les mêmes monopoleurs ont décidé, si la chose était possible, de s'emparer de nos salines, (Écoutez ! écoutez !)—et ensuite, monsieur, une fois qu'ils y auraient réussi, nous ressentirions tous les conséquences du développement du monopole qui existe déjà, et dont le pays a souffert pendant de longues années, jusqu'à ce que nos propres salines fussent ouvertes. (Écoutez ! écoutez ! et applaudissements.) Je dis que nous nous imposerions par là un fardeau que nous aurions à porter pendant de longues années ensuite. (Écoutez ! écoutez !) Nous savons parfaitement, monsieur, ce que peuvent faire les monopoleurs. Il y en a bien peu parmi nous, je pense, qui n'ont pas eu quelque expérience de ce que les propriétaires de diligences et de bateaux à vapeur peuvent faire,—comment ils supporteront une perte afin d'écraser un rival qui cherche à leur faire concurrence.

L'HON. M. HOLTON—Marchés de sacrifice ? (Écoutez ! écoutez !)

SIR FRANCIS HINCKS—Non ; ce n'est pas une question de marchés de sacrifice : c'est une question tout à fait différente. Il n'y a aucun doute qu'il se présente parfois des occasions où il peut y avoir un surplus de produits qu'il faut envoyer à l'étranger pour les écouler ; mais il n'est pas probable—et je ne pense pas que la chose ait jamais eu lieu—que des fabricants des États-Unis ou de tout autre pays envoient des produits dans le but exprès d'écraser les fabricants de ce pays ou de tout autre pays. Ils veulent tout simplement se débarrasser de leurs produits de surcroît ; mais à l'égard du sel, d'après tous les renseignements que j'ai pu obtenir,—et j'ai fait de mon mieux pour me mettre au fait des choses,—je crois que l'intention bien arrêtée est de chercher à écraser cette industrie ici. Si c'est réellement là le cas, il faut y appliquer un remède exceptionnel. (Écoutez ! écoutez !) Ce n'est pas la première fois que des articles sont frappés de droits différentiels en faveur des fabricants anglais ; et incontestablement nous devons tous reconnaître qu'il est impossible d'imposer des droits sur le sel importé d'Angleterre et des possessions britanniques pour l'usage de nos provinces maritimes. Mais je suis convaincu que la manière dont nous nous proposons de lever ces droits ne donnera lieu à aucun mécontentement.

Vient ensuite le houblon, que nous imposons de 5 cts. par livre. Nous proposons de révoquer les droits spécifiques actuels sur les animaux de

toute espèce,—droits qui ont été faits spécifiques par rapport aux bestiaux importés pour la reproduction,—et de les porter dans la classe embrassant une variété d'autres articles, en faisant une exemption spéciale pour les animaux importés pour l'amélioration de la race. (Écoutez ! écoutez !) Mon ami l'honorable député de London, et d'autres honorables membres, ont demandé avec instance ce changement, que je crois à propos de faire au tarif. Je propose l'imposition d'un droit *ad valorem* sur tous les animaux, en faisant cette exception pour ceux qui sont importés pour l'amélioration de la race. Je vais donner lecture des articles sur lesquels on propose d'imposer ce droit de 10 pour cent *ad valorem* : “ Animaux de toute espèce,—sauf ceux importés pour l'amélioration de la race, lesquels seront admis en franchise sous les règlements décrétés par le bureau de la trésorerie et approuvés par le gouverneur en conseil ; Fruits de toute espèce, foin, paille, son, graines de semence non classifiées comme céréales, graisse et grailions, végétaux, y compris les pommes de terre et autres légumes, arbres et arbrisseaux.”

Il est un autre article que je vais signaler ici et dont je suggère le retrait de la liste des articles énumérés où il est placé depuis quelque temps, pour le classer comme imposé spécifiquement. Je veux parler du riz, dont on propose de porter le droit à un centin la livre. Il est bien entendu qu'à l'exception du riz tous ces articles paieront dix pour cent.

Maintenant que j'ai parcouru cette classe d'articles qui étaient francs de droits ou très peu imposés, mais que nous proposons de soumettre à un droit, je vais, monsieur le Président, traiter du meilleur moyen d'obtenir un revenu considérable sans trop peser sur le consommateur et en rendant justice égale à toutes les classes. Je crois qu'à tout prendre, le tarif est aussi équitable et aussi bien réparti qu'il nous était possible de le faire, bien que, sans doute, il soit encore susceptible de quelques améliorations. C'est pourquoi je propose d'ajouter 5 p. c. à tous les droits, et afin d'expliquer clairement ce que je compte faire et qu'il n'y ait pas de malentendu, je vais lire la 13^{me} résolution :

“ Qu'il est expédient d'augmenter tous les droits de douane imposés par l'acte précité, tel qu'amendé par les résolutions précédentes, de cinq pour cent, savoir : en ajoutant au montant des droits payables sur ces articles, en vertu de l'acte précité et des résolutions précédentes, cinq pour cent de ce montant,—telle augmentation et addition devant s'appliquer aux droits *ad valorem* aussi bien qu'aux droits spécifiques dont ces articles sont frappés.”

Les honorables députés verront que ce n'est pas 5 p. c. de la valeur de l'article, mais bien 5 p. c. de tous les droits que l'on veut ajouter. Pour éviter tout malentendu possible, je vais démontrer l'effet pratique de cette augmentation d'une classe de droits, en disant que tous les articles imposés à 15 p. c. *ad valorem* paieront maintenant en sus $\frac{3}{4}$ p. c. *ad valorem*.

L'HON. M. HOLTON—L'augmentation aura-t-elle aussi lieu pour l'excise ?

SIR FRANCIS HINCKS—Non. La résolution déclare—“Qu'il est expédient d'augmenter tous les droits de douane imposés par l'acte précité, tel qu'amendé par les résolutions précédentes, de cinq pour cent, savoir : en ajoutant au montant des droits payables sur ces articles, en vertu de l'acte précité et des résolutions précédentes, cinq pour cent de ce montant,—telle augmentation et addition devant s'appliquer aux droits *ad valorem* aussi bien qu'aux droits spécifiques dont ces articles sont frappés.”

La proposition suivante, M. le Président, est une modification de la clause—qui révoque l'ancienne pour lui en substituer une nouvelle—relative à la manière de constater les droits sur les factures. Sous ce rapport, nous avons adopté presque *verbatim* le système suivi aux Etats-Unis,—pays d'où nous importons beaucoup,—et nous avons cru à propos d'adopter en tous points sa manière de calculer ses droits de douane. Je ne ferai que lire la résolution, qui s'expliquera d'elle-même mieux que je ne pourrais le faire ;—

“12. Qu'il est expédient d'abroger la section huit de l'acte précité (relative aux emballages) et d'y substituer la suivante :—

“8. Pour le paiement des droits, la valeur des articles importés en Canada, par voie de mer, et sur lesquels des droits de douane *ad valorem* sont imposés, sera la valeur même de ces articles lors de leur mise à bord au dernier endroit d'où ils ont été exportés en Canada, et, pour le paiement des droits, la valeur de ces articles, s'ils sont importés des Etats-Unis, par voie de terre ou de navigation intérieure, sera leur valeur même à l'endroit où ils sont achetés pour être importés en Canada et duquel ils sont directement importés en Canada sans changement d'emballage ; et cette valeur sera constatée en ajoutant à la valeur de ces articles au lieu de leur cru, provenance ou fabrication, les frais de transport, par voie de terre ou de mer, d'expédition ou de transbordement, ainsi que toutes les dépenses encourues, à partir du lieu de leur cru, provenance ou fabrication, jusqu'au navire dans lequel ils sont expédiés en Canada, ou jusqu'au lieu où les articles sont achetés dans les Etats-Unis, et d'où ils sont directement transportés en Canada comme il est dit ci-haut, et y compris aussi la valeur de toute boîte, caisse, sac, ballot ou emballage de toute espèce contenant ces articles, et tous les droits d'exportation sur ces articles, et tous les frais et dépens encourus pour les mettre à bord du navire ou du vaisseau, ou les charger dans les convois ou voitures dans lesquels ils sont transportés en Canada.”

C'est-à-dire, lorsqu'il n'aura pas été fait de réductions dans les items de la facture et que les articles auront été taxés selon leur pleine valeur. Cette disposition comprend tous les articles portés sur la facture.

L'HON. M. HOLTON—Ainsi donc, tous les articles de fabrique anglaise expédiés à New-York seront assujétis à tous les droits pour se rendre à cette place, tandis que les mêmes articles expédiés directement de Liver-

pool ou autre port britannique seront assujétis à tous les droits d'excise imposés sur les articles de production anglaise. Voilà, à mon avis, quel sera l'effet de la proposition de l'honorable ministre.

SIR FRANCIS HINCKS.—Tel sera certainement son effet si ces articles sont entreposés.

La proposition suivante, aussi à l'effet d'augmenter le revenu, a trait à un article d'une consommation bien générale et à l'égard duquel je suis d'avis qu'il est nécessaire de modifier considérablement la manière de l'imposer. Il s'agit, monsieur le Président, du tabac et de ses produits, et l'on s'est beaucoup plaint de la manière de les imposer. Tous les fabricants de tabac ont été mécontents. Dans mes rapports avec eux—n'allez pas supposer, honorables messieurs, qu'en considérant ce sujet je me suis beaucoup occupé de ceux qui exercent un commerce de ce genre et qui, naturellement, sont mus par leur propre intérêt et ne s'inquiètent guère du consommateur, sur qui retombe en fin de compte l'impôt—je n'ai pas remarqué, en tant qu'il s'agit des fabricants, qu'ils fussent opposés à l'augmentation de l'impôt sur le tabac, mais ils se plaignaient de la manière dont les droits sont prélevés. Sous le système actuel, le droit sur les cigares est prélevé à tant par mille. Il y a d'abord des cigares qui sont taxés sur une valeur de \$10 le mille ; d'autres au-dessous de \$20 le mille ; et d'autres au-dessous de \$30 et \$40, et ainsi de suite ; ils sont taxés à différents taux par mille. Les fabricants se plaignent aussi amèrement que de grandes quantités de cigares allemands, qui viennent à très bas prix sur notre marché, entrent dans la classe des droits les moins élevés, tandis qu'eux ont à payer un droit beaucoup plus élevé sur des cigares de même qualité. Qu'ils aient ou non raison, j'ai décidé d'adopter le système anglais qui fait prélever le droit par livre sur tous les cigares. Je crois qu'en Angleterre le commerce est très satisfait de cette méthode. (Écoutez ! écoutez !) Il est bien entendu qu'il s'agit maintenant des droits de douane et non d'excise, et nous proposons que le droit de douane sur les cigares soit de 45 cts. par livre. (Écoutez ! écoutez !)

Autant que je sache, les seuls autres articles dont il me faut parler sont le vinaigre et l'acide acétique, qui ont été tarifés à 10 cts. par gallon. Maintenant, monsieur le Président, quant au tabac à fumer et à priser, nous proposons d'en porter le droit à 12½ pour cent *ad valorem*, et à 20 cts. par livre. Je passe maintenant au.....

L'HON. M. HOLTON.—Avez-vous l'intention d'imposer seulement le tabac fabriqué, ou le tabac en feuille aussi ?

SIR FRANCIS HINCKS.—Seulement le tabac fabriqué. Il y a quelques petits changements à faire, mais dans la forme seulement, et en ce qui regarde la manière de percevoir le revenu. Il y aura un changement dans la manière de prélever les impôts sur les spiritueux et les eaux fortes, mais il n'est pas question de les augmenter maintenant. Il y a divers articles appelés spiritueux parfumés, et autres articles contenant de l'alcool, qui sont importés et qui ne paient pas les droits imposés sur

les spiritueux. Il est proposé de leur faire payer un droit, mais le changement qui sera fait à leur égard est réellement de peu d'importance.

Le seul article dont il me reste à parler, je crois, et dont nous voulons augmenter le droit de douane, est le vin. Nous proposons que les droits *ad valorem* sur les vins soient augmentés de 20 à 25 pour cent, et d'imposer cet article d'un droit spécifique de dix centins par gallon. Cela dit, je vais passer en revue les autres articles que nous voulons retrancher de la liste des exemptions et que j'ai laissés de côté dans la liste des articles non énumérés.

M. MACKENZIE.—Vous voulez sans doute les mettre avec ceux imposés de 15 pour cent ?

SIR FRANCIS HINCKS.—Oui. Parmi ces articles se trouvent les pompes à incendie mues par la vapeur, et nous ne voulons pas continuer pour elles l'exemption.

L'HON. M. HOLTON.—(Ecoutez ! écoutez !)

SIR FRANCIS HINCKS—Puisque mon honorable ami me fait l'honneur de m'applaudir, il me permettra peut-être de m'expliquer sur ce point. On a fait une exception pour les pompes à incendie mues par la vapeur lorsque ces engins sont importés pour l'usage des municipalités, et je ne vois pas pourquoi cette exception devrait être maintenue. Il ne paraît pas tout à fait juste que nos fabricants, qui peuvent faire un article tout aussi bon que celui importé des Etats-Unis, et qui paient un droit de 15 pour cent sur les matériaux qui entrent dans la confection de ces pompes à vapeur, aient encore à soutenir la concurrence pour l'article fabriqué même, en permettant qu'il entre ici franc de droits. Je ne vois aucune raison pourquoi les municipalités ne paieraient pas le droit lorsqu'elles importent ces articles, quand elles pourraient les faire faire dans le pays aussi bien et d'une manière aussi satisfaisante qu'à l'étranger. Quant aux exceptions faites pour certaines espèces particulières de machines, nous demandons qu'elles disparaissent et que toutes les machines soient mises sur le même pied.

L'HON. M. HOLTON—Nous avons proposé cela l'an dernier.

SIR FRANCIS HINCKS—Il est quelques autres articles d'une nature peu importante, mais qui devraient aussi n'être plus admis en franchise :—ce sont l'or et l'argent en feuille, le papier et la toile à émeri, le papier et la toile de verre, et les feuilles pour les fabricants d'articles plaqués. Il y a ensuite quelques articles sujets jusqu'ici à l'impôt que l'on veut insérer dans la liste des exemptions, et un ou deux articles à l'égard desquels on propose d'accorder une remise de droits. Cette remise de droits sera accordée entre autres pour le fer employé dans la construction des navires mixtes (*composite*). (Ecoutez ! écoutez !) Nous proposons aussi de faire une remise de droits sur le fer blanc employé aux emballages pour l'exportation. Le fer blanc est fort employé dans les diverses branches du commerce d'exportation, précisément comme l'est le fer pour les navires mixtes construits ici et expédiés à l'étranger. On l'emploie beaucoup pour l'exportation du pétrole et du poisson. Il serait donc injuste qu'il

fût soumis à un droit et que ce droit ne fût pas remis lorsqu'il sert à l'exportation. Comme aucun droit ne serait prélevé sur cet article s'il était importé en entrepôt pour la réexportation, il n'est que juste de remettre le droit lorsqu'il est exporté de la manière que je viens d'indiquer.

M. WORKMAN—L'honorable monsieur n'inclut pas, sans doute, le ferblanc pressé.

SIR FRANCIS HINCKS—Non, seulement le ferblanc en feuille.

M. WORKMAN—Ce qu'on appelle du ferblanc ordinaire ?

SIR FRANCIS HINCKS—Oui, le ferblanc importé en feuilles et employé au paquetage du poisson frais et d'autres articles de cette espèce. Ici se termine, M. le Président, ce que j'avais à dire des articles au sujet desquels nous proposons des changements au tarif des douanes.

SIR ALEXANDER GALT—L'honorable ministre n'a pas encore fait connaître les articles qu'il propose d'insérer dans la liste des exemptions.

SIR FRANCIS HINCKS—C'est vrai. Nous proposons d'abord de biffer de la liste des exemptions certains mots sous l'en-tête "couleurs." Il y a huit ou dix de ces couleurs qui sont exemptes de droits en certains cas. Je vais lire la section du tarif qui les concerne et les honorables députés comprendront mieux ensuite le changement proposé :

"Couleurs et autres articles, quand ils sont importés par des fabricants et peintres de papiers peints, et devant servir à leur industrie seulement :—Bi-chromate de potasse, bleu foncé, gomme anglaise, bleu de Chine, laques en pulpe, écarlate et brun-marron, verts de Paris et verts permanents, blanc satiné et passé au tamis, sucre de plomb, bleu d'outre-mer, terre d'ombre naturelle."

Nous voulons faire disparaître la disposition suivante : "quand ils sont importés par des fabricants et peintres de papiers peints, et devant servir à leur industrie seulement," et décréter que ces articles seront exempts de droits en toute circonstance. Ils ne sont pas seulement employés par les fabricants et peintres de papier à tenture ; ils le sont aussi dans d'autres branches de fabrication, et il n'y a pas de raison pour maintenir le droit dans un cas et non dans l'autre.

Vient ensuite les cartons et percalines pour la reliure, lesquels sont plus fortement imposés que les livres. Il me semble qu'il est injuste de faire payer aux relieurs 15 pour cent sur les matières brutes qu'ils emploient quand les livres à l'état fini sont admis à 5 pour cent. Nous proposons donc de les admettre francs de droits, ainsi que le fil de fer et le cuivre jaune en lames. Il y a aussi une correction à faire dans la liste des fers. Mon honorable ami (M. Workman) sait peut-être que l'article relatif au fer en loupes et en morceaux se lit comme s'il s'agissait de fer puddlé. Je pense qu'à cet état il n'est jamais puddlé, et je propose d'ajouter certains mots qui empêcheront cette erreur.

J'en ai fini, M. le Président, avec la classe des articles à l'égard

desquels nous proposons des changements au tarif des douanes, et je vais maintenant m'occuper de l'excise.

M. MACKENZIE—Il n'y a pas de changement pour les livres.

SIR FRANCIS HINCKS—Non. Je ne propose aucun changement à leur égard. Je crois qu'il est bien d'éviter autant que possible des questions épineuses de ce genre.

M. MACKENZIE—Écoutez ! écoutez !

SIR FRANCIS HINCKS—Le tarif étant modifié, il est nécessaire de faire des changements correspondants dans les droits d'excise. Le tabac est le premier article dont nous voulons modifier l'impôt. Il y a deux classes de tabac payant des droits :—le droit de l'une est de 5 cts., et l'autre de 10 cts. Nous proposons de les porter à 10 et 15 cts. respectivement. Pour les cigares, nous proposons un droit de 30 cts. par livre, ce qui est à peu près le juste équivalent des droits de douane. Eh bien ! monsieur le Président, par ces moyens nous comptons obtenir un revenu additionnel de \$1,000,000.

SIR ALEXANDER GALT—Vous ne changez pas les droits sur les spiritueux ou la bière ?

M. MACKENZIE—Ni sur le malt ou le pétrole ?

SIR FRANCIS HINCKS—Non ; nous ne proposons aucun changement sur ces articles. Quoique je n'entre pas dans autant de détails que le voudrait l'honorable député de Chateauguay, qui scrute sévèrement mes chiffres, je me demande, monsieur le Président, s'il a strictement le droit d'exiger que je m'étende sur chaque article en particulier. Je ne refuserai pas, cependant, de lui donner une estimation des revenus que produiront ces principaux articles.

L'HON. M. HOLTON—Je puis assurer mon honorable ami que je ne le tiendrai nullement responsable des inexactitudes de ses estimations. Ce que je veux, ce sont les estimations elles-mêmes. (Écoutez ! écoutez !)

J'aborderai, tout d'abord, le point le plus important, bien que, pour la commodité de la chose, il ne se trouve pas placé le premier sur la liste. Pour l'intelligence de la question, je partagerai en quatre catégories les revenus qui devront résulter du remaniement du tarif. Du droit de cinq pour cent, nous retirerons \$425,000 ; des emballages, \$125,000, faisant en tout, sous ce chef, \$550,000. L'impôt sur le riz et les vins devra produire, en chiffres ronds, \$25,000 ; tandis que de celui imposé sur le tabac et les cigares, droits de douane et d'excise réunis, nous attendons \$300,000. Quant à tous les articles transférés de la liste des exemptions, je n'ose pas porter à plus de \$200,000 le montant que nous devrons en retirer. Il se trouve un certain nombre d'articles qui, en toute probabilité, ne contribueront guère à gonfler le revenu ; cependant je n'hésite pas à croire que le charbon et le maïs figureront pour un certain montant dans nos revenus ; mais quant à chacun des articles insérés au tarif, il est bien difficile de dire s'ils nous apporteront quelque bénéfice sous forme de droits. Il importe grandement aujourd'hui de reviser la liste des articles admis en franchise, et je ne vois rien qui puisse nous empê-

cher d'en transférer ailleurs un bon nombre quand même l'importation s'en élèverait à un chiffre relativement insignifiant.

L'HON. M. HOLTON—Nous n'importons pas de blé, alors pourquoi le frapper d'un droit ?

SIR FRANCIS HINCKS—Je ne dis pas que nous n'importerons pas de blé.

L'HON. M. HOLTON—Et quant à l'avoine ?

SIR FRANCIS HINCKS—Je ne pense pas que le chiffre des droits sur l'avoine atteigne un montant très considérable. (Ecoutez ! écoutez !) Mais précisément parce que nous n'importons pas d'avoine, il s'en suit que nous ne saurions être blâmés de maintenir cet item dans le tarif. (Ecoutez !)

L'HON. M. HOLTON—Permettez que je vous pose quelques questions au sujet des articles que vous avez l'intention d'assujétir à des droits.

L'HON. M. HINCKS—Certainement.

L'HON. M. HOLTON—Je crois qu'ils se décomposent comme suit : fleur, farine, blé, charbon, sel, houblon, animaux, fruits, légumes, pompes à incendie mues par la vapeur, tous des articles que vous avez transféré de la liste des exemptions et desquels vous attendez retirer \$200,000 ; cette énumération est-elle exacte ?

SIR FRANCIS HINCKS—~~Elle l'est en tous points.~~ L'honorable préopinant a attiré l'attention de cette chambre sur les mots " politique nationale." Eh bien ! mon opinion est que nous devrions jouir de la faculté de faire tout ce qui semble bon et utile à nos intérêts ; or, qu'on ne l'oublie pas, si plusieurs de ces articles ont été jusqu'ici maintenus sur la liste des exemptions, c'est uniquement en conséquence des négociations entamées à plusieurs reprises avec les Etats-Unis au sujet du renouvellement du traité de réciprocité.

A ce sujet, je ne saurais mieux faire que de citer ici l'opinion exprimée par mon prédécesseur, dans le cours de l'exposé financier qu'il faisait à cette chambre l'an dernier. S'adressant aux Américains, il leur disait :—

" Nous vous avons permis d'importer ici votre charbon en franchise, " bien que vous imposiez un droit élevé sur le nôtre. Nous permettons " l'importation en franchise de vos farines, vos céréales, votre houblon, " votre sel et autres articles, tandis que non-seulement vous ne voulez " pas nous rendre le réciproque, mais qu'encore vous nuisez à nos pro- " priétaires de moulins en imposant un droit plus élevé sur les farines " que sur les grains. Cet état de choses," pourrions-nous fort bien " ajouter, " existe depuis trois ou quatre ans, mais vous devez comprendre " qu'il ne peut se perpétuer. (Ecoutez !) Le temps viendra peut-être " bientôt où nous devons avoir une politique nationale qui nous soit " propre, que cette politique nationale pêche ou non contre une théorie " ou une autre de l'économie politique. (Ecoutez ! écoutez !) Car " nous devons être guidés principalement, sinon exclusivement, par la " considération de ce qui peut nous convenir à nous-mêmes, et nous

“ pourrions avoir à consulter notre propre intérêt sans égard à celui des autres.” (Applaudissements prolongés.)

Il est donc évident, monsieur le Président, que le temps est arrivé depuis longtemps de faire disparaître l'exemption de droits dont ont joui jusqu'à ce jour les articles auxquels on a fait allusion, et cela, j'en suis convaincu, sans que l'on nous taxe de vouloir imposer un tarif exorbitant ou encore un tarif qui nous expose à l'accusation grave de nous être posés en protectionnistes. Tout au contraire, je redoute beaucoup que grand nombre de nos amis, partisans avoués des tarifs protecteurs, feront un très froid accueil à nos propositions, pour la raison qu'il est fort évident que, somme toute, notre tarif est essentiellement, pour ainsi parler, un tarif de revenu ; et c'est à ce titre avant tout que j'adjure la chambre de l'appuyer de son concours. (Écoutez ! écoutez !) Il ne me reste plus maintenant qu'à remercier le comité de la bienveillante attention qu'il m'a prêtée, et à solliciter son indulgence pour la longueur de ce discours. (Applaudissements.)

Répondant à l'Hon. Sir A. T. Galt,

SIR FRANCIS HINCKS dit :—L'honorable préopinant, dans le discours qu'il vient de prononcer, a signalé tout particulièrement certains sujets que, selon lui, je me serais abstenu de traiter dans ce débat. En prenant la parole, je me suis empressé de dire que je n'avais pas l'intention de discuter au long et sous toutes ses faces la question importante de la situation générale du pays, ajoutant que je me bornerais strictement au sujet dont la chambre venait d'être saisie. Pour dire le vrai, je ne me croirais pas justifiable de relever, à tour de rôle, les objections soulevées par l'honorable préopinant, persuadé que je suis que certains de mes collègues sont plus que moi en état d'entreprendre cette tâche, et qu'ils sauront bien, en temps utile, répondre victorieusement aux observations que l'honorable membre se réserve de développer plus tard. Il prétend que je n'ai pas abordé la question des billets de la Puissance. Mais à quoi bon revenir sur un sujet qui a été tant et si bien débattu dans cette chambre en différentes occasions, alors qu'il a été surabondamment démontré que nous n'entretenions nullement l'espoir de retirer cette année des revenus de l'impôt sur ces billets.

La charte de la Banque de Montréal n'expire qu'après la clôture de la prochaine session du parlement, et d'ici là, il nous faut payer à cette institution cinq pour cent du montant des billets en circulation.

SIR A. T. GALT—Dois-je inférer de ce que vient de dire l'hon. ministre des finances que la Banque de Montréal devra continuer à émettre des billets de la Puissance jusqu'à la fin de l'année 1871 ?

SIR FRANCIS HINCKS—Certainement ; il est impossible qu'il en soit autrement, car, de par la loi, les arrangements doivent être maintenus aussi longtemps que durera la charte.

SIR A. T. GALT—Mais la loi ne prescrit-elle pas que, de notre part comme de celle de la banque, il suffit d'une simple notification pour que dans les six mois les arrangements en question cessent d'exister ?

SIR FRANCIS HINCKS—L'honorable préopinant fait erreur.

L'HON. M. HOLTON—Pourquoi alors l'honorable ministre des finances a-t-il déclaré, devant le comité des comptes publics, que ces avis avaient été signifiés à la banque par le gouvernement.

SIR FRANCIS HINCKS—Je n'ai jamais dit pareille chose. La seule notification qui ait été donnée a trait à l'agence de la banque, mais elle ne modifie en rien le droit que possède la Banque de Montréal d'exiger le montant de cinq pour cent sur le chiffre de sa circulation. Les avis qui ont été donnés sont simplement ceux dont suit l'énoncé :

Avis de discontinuer l'arrangement en vertu duquel le gouvernement est tenu de garder un montant spécifié en dépôt à la Banque de Montréal ;

Avis de clore l'arrangement à la suite duquel le gouvernement est tenu de ne pas déposer ses fonds dans une autre banque que celle de Montréal ;

Enfin, avis à l'effet que le gouvernement puisse recourir à l'agence de la Banque de Montréal pour opérer le remboursement de ses billets en vertu de certains arrangements.

Tous ces avis ont été signifiés, et les arrangements en question cesseront d'exister dans environ six mois.

Quant à l'emprunt Intercolonial, je dois avouer que j'ignore entièrement que la situation soit changée, du moins elle ne l'a pas été récemment. La question a été parfaitement élucidée dans le cours de la dernière session, et elle n'a certainement pas subi de modification essentielle depuis.

Le prix d'acquisition du territoire de la Rivière-Rouge, £300,000, a été déposé, et l'on peut dès aujourd'hui déclarer qu'il échappe au contrôle du gouvernement.

SIR A. T. GALT—Vous avez affecté une partie de l'emprunt Intercolonial au paiement du prix d'acquisition des territoires de la Rivière-Rouge ?

SIR FRANCIS HINCKS—Ces deniers ne proviennent pas précisément de l'emprunt Intercolonial.

L'HON. H. HOLTON—Mais ces deniers d'acquisition, vous les avez toujours puisés dans la caisse où vous avez placé les fonds de l'emprunt Intercolonial.

SIR FRANCIS HINCKS—Certainement ; vous pouvez envisager la question à ce point de vue, si cela vous convient.

L'Honorable député de Sherbrooke a également affirmé que je m'étais abstenu d'offrir certaines explications que j'aurais dû donner au sujet de l'état des finances ; or, comme le gouvernement ne se voyait pas dans la nécessité de demander à la chambre un crédit plus considérable que celui prévu par le tarif qu'il propose, je n'ai pas cru urgent d'entrer dans des observations que je croyais d'autant plus inutiles aujourd'hui que je savais qu'il se présenterait plus tard maintes occasions de les faire valoir.

La question de la Rivière-Rouge est une question qui présente de bien graves difficultés, mais l'on ne saurait s'attendre, à cette heure si avancée de la nuit, à ce que je la traite bien au long. Je crois en avoir

assez dit pour faire comprendre à la chambre qu'elle sera appelée à voter un nouveau crédit et que j'aurai l'honneur de lui soumettre à cet effet un budget supplémentaire. Et si je n'ai pas nommément désigné la Rivière-Rouge, c'est qu'il n'y avait aucun autre service pour le compte duquel nous avions à demander un crédit.

Quant aux fortifications, je me bornerai à dire que l'on continue à poursuivre une correspondance active avec le gouvernement impérial à ce sujet, et je suis porté à croire que sur cette question, comme sur toute autre, les deux cabinets tomberont d'accord pour trouver le moyen d'aplanir toutes les difficultés.

L'honorable préopinant m'accuse d'avoir manqué à mon devoir en ne soumettant pas à cette chambre une proposition tendant à opérer la diminution des dépenses publiques. Mais je le déclare, la main sur la conscience, la chose m'a paru impossible, bien que j'y aie sérieusement songé. Parmi les moyens qu'il recommande pour arriver à ce résultat, mon honorable ami a parlé de l'économie que l'on pourrait apporter dans l'administration des chemins de fer dans les provinces maritimes, mais je ne suis pas prêt ce soir à soutenir le feu d'une pareille discussion, d'autant plus que je sais plusieurs de mes collègues bien plus habiles que moi à traiter cette question qui ne manqueront pas de se faire entendre en temps opportun. Et puis, si l'honorable préopinant s'adresse à moi personnellement quand il parle des mesures d'économie, je me contenterai de lui dire que, règle générale, le ministre des finances exerce fort peu de contrôle sur les départements qui contribuent le plus aux dépenses publiques. (Ecoutez ! écoutez !)

SIR A. T. GALT—Les observations que j'ai faites n'avaient réellement trait qu'à ces départements, et il était bien loin de ma pensée d'adresser le moindre reproche à l'honorable ministre des finances ; si je me suis permis de parler de lui personnellement, c'est parce que je le considérais, en ces matières, comme l'organe du gouvernement

SIR FRANCIS HINCKS—Le ministre des finances, je le répète, n'a malheureusement que fort peu de contrôle sur l'emploi des crédits qu'il demande à la chambre. L'honorable préopinant a paru vouloir se préoccuper tout particulièrement du ministère de la milice. A ce sujet, je me bornerai à lui répondre qui si le crédit demandé cette année excède celui qui figurait au dernier budget, l'on ne doit pas perdre de vue qu'à pareille époque, l'an passé, il ne s'agissait de rien moins que d'équilibrer par tous les moyens possibles la dépense avec le revenu, qui subissait alors une baisse considérable, et que la seule alternative à adopter pour atteindre ce but était de réduire davantage les dépenses et, par suite, d'ajourner l'exécution de certains services réclamés par les exigences publiques. (Ecoutez ! écoutez !)

